

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ  
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL/BRENF/2019-198-1

Société Aperam Stainless France SAS

Site d'exploitation :  
4 place des Forges  
71130 GUEUGNON

**Tôlerie industrielle comprenant des installations de laminage  
et de traitements (thermiques et chimiques) de métaux ou alliages  
et autres produits métallurgiques.**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de la légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1 et suivants, L. 183-1, L. 211-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment son article 45 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07-02759, du 17 juillet 2007, d'autorisation d'exploiter une tôlerie industrielle comprenant des installations de laminage et traitements (thermiques et chimiques) de bobines d'acier inoxydable délivré à la société UGINE & ALZ à Gueugnon, notamment ses articles 5.1.3 et 5.1.7 ;

VU la déclaration de changement de dénomination sociale de la société UGINE & ALZ en ARCELORMITTAL-STAINLESS FRANCE du 24 octobre 2008 ;

VU la déclaration de changement de dénomination sociale de la société ARCELORMITTAL-STAINLESS FRANCE en APERAM STAINLESS FRANCE SAS du 14 mars 2011 ;

VU la déclaration de changement d'exploitant au profit de la société APERAM INVEST FRANCE SAS et de changement de dénomination sociale de la société APERAM INVEST FRANCE SAS en APERAM STAINLESS FRANCE SAS du 29 novembre 2012 à la suite d'une dissolution sans liquidation, avec transmission universelle du patrimoine ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé FL/NM/19\_677 du 14 juin 2019, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 22 novembre 2018 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le message électronique de l'exploitant du 28 février 2019 de transmission des résultats des analyses effectuées par la société SGS sur les boues des bassins n° 2, 5 et 7, au travers du rapport d'essai n° EV18-28542.001 du 18 janvier 2019 ;

VU le message électronique de l'exploitant du 5 avril 2019 au sein duquel ce dernier s'engage sur des délais de remise en conformité pour la vidange, le curage, le nettoyage, le contrôle de l'état et de l'étanchéité des quatre bassins n° 2, 5 (Nord et Sud), 7 ainsi que pour l'élimination des déchets qu'ils contiennent ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant, formulées sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 07-02759, du 17 juillet 2007 encadre les quantités maximales de déchets dangereux produites par an, la nature des déchets concernés et la durée maximale de stockage du site avec leur élimination (6 mois maximum pour les boues de la station de traitement interne TE02) ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 45 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susmentionné dispose que les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 07-02759, du 17 juillet 2007 dispose que les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement en l'attente de leur traitement ou de leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection en date du 22 novembre 2018, l'inspection de l'environnement a constaté :

- l'absence de curage des quatre bassins n° 2, 5 (Nord et Sud), 7, contenant, selon l'exploitant, plusieurs mètres cubes de déchets dangereux dont des boues d'hydroxydes métalliques (bassin n° 2), des calamines humides et des hydrocarbures (bassins n° 5, Nord et Sud) ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport d'essai n° EV18-28542.001 du 18 janvier 2019, rédigé par la société SGS et transmis par l'exploitant par courrier électronique susvisé du 28 février 2019, identifie la présence notamment de plusieurs polluants, et ce, dans les fractions massiques suivantes :

- bassin n° 2 : 7 900 mg/kg d'hydrocarbures, 13 000 mg/kg d'aluminium, 420 000 mg/kg de fer, 5 800 mg/kg de nickel ;
- bassins n° 5 : 15 000 mg/kg d'hydrocarbures, 25 000 mg/kg d'aluminium, 74 000 mg/kg de fer, 5 800 mg/kg de nickel, 9 400 mg/kg de zinc ;
- bassin n° 7 : 45 000 mg/kg d'hydrocarbures, 31 000 mg/kg d'aluminium, 45 000 mg/kg de fer ;

**CONSIDÉRANT** que ces déchets se sont accumulés en l'absence d'entretien des bassins n° 2, 5 (Nord et Sud), 7 depuis plusieurs années et que leur stockage s'est ainsi accumulé au-delà d'une durée de six mois ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent alors des manquements aux dispositions des articles 5.1.3 et 5.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 et de l'article 45 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susmentionné ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence d'entretien du bassin n° 2 a engendré l'accumulation de plusieurs mètres cubes de boues contenant, *a minima* et selon l'exploitant, des hydroxydes métalliques et que celle-ci a induit un risque de polluer à nouveau, avant leur rejet au milieu naturel au point de rejet externe n° 4, des effluents ayant été traités par la station d'épuration interne ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence d'entretien des bassins n° 5, Sud et Nord, a engendré l'accumulation de plusieurs mètres cubes de déchets contenant, *a minima* et selon l'exploitant de la calamine humide et des hydrocarbures ;

**CONSIDÉRANT** que les effluents aqueux des bassins n° 5, sud et nord, incluant des hydrocarbures en surface, sont renvoyés vers la station d'épuration interne TE02, alors que son action est, selon l'exploitant, limitée sur ce type de polluant ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence d'entretien du bassin n° 7 a engendré l'accumulation de plusieurs mètres cubes de boues et qu'elle induit le risque de polluer, avant leur rejet au milieu naturel au point de rejet externe n° 7, des effluents ;

**CONSIDÉRANT** en synthèse que la présence de ces déchets dangereux, au sein des bassins n° 2 et 7, est susceptible de détériorer la qualité des effluents aqueux industriels rejetés au milieu naturel au travers des points de rejet externe n° 4 et 7 ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs qu'en cas de crue notable de l'Arroux, ces déchets peuvent être, *a minima*, dispersés sur le site, notamment comme cela s'est produit en janvier 2018 par le déversement de boues contenant de la calamine humide et des hydrocarbures du bassin n° 3 Sud, vers le bassin n° 3 Nord, voire que ces déchets dangereux peuvent être dispersés au sein du milieu naturel ;

**CONSIDÉRANT** qu'au travers de son message électronique du 5 avril 2019 susvisé l'exploitant s'est engagé à réaliser la vidange, le curage, le nettoyage, le contrôle de l'état et de l'étanchéité des quatre bassins susmentionnés aux périodes suivantes :

- 2019 : bassins n° 5 (Sud et Nord) ;
- 2020 : bassins n° 2 ;
- 2021 : bassin n° 7 ;

**CONSIDÉRANT**, à la vue de la gravité de la situation qu'il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Aperam Stainless France SAS de respecter les prescriptions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et celles des articles 5.1.3 et 5.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 susvisé afin d'acter les engagements de l'exploitant ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire :

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

La société Aperam Stainless France SAS, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite place des Forges sur la commune de Gueugnon, de respecter les dispositions de l'article 45 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et celles des articles 5.1.3 et 5.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 susvisé :

#### **Au plus tard le 31 décembre 2019 :**

- en procédant à l'entretien complet : la vidange, le curage, le nettoyage, et enfin le contrôle du bon état et de l'étanchéité (par des moyens appropriés) des bassins n° 5 (Sud et Nord) ;
- en éliminant, selon les dispositions du titre 5 de l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007, les déchets contenus au sein des bassins n° 5 (Sud et Nord) ;

Des rapports d'étapes sont adressés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement **sous deux et cinq mois** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, intégrant les devis détaillés et chiffrés élaborés et retenus pour les opérations susmentionnées, la justification de l'engagement de l'exploitant dans ces démarches de régularisation au travers des bons de commande passée, signés par l'exploitant et les prestataire(s) retenu(s) le cas échéant, du planning prévisionnel, ainsi que les bordereaux de suivi des déchets éliminés ;

#### **Au plus tard le 31 décembre 2020 :**

- en procédant à l'entretien complet : la vidange, le curage, le nettoyage, et enfin le contrôle du bon état et de l'étanchéité (par des moyens appropriés) du bassin n° 2 ;
- en éliminant, selon les dispositions du titre 5 de l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007, les déchets contenus au sein du bassin n° 2 ;

Des rapports d'étapes sont adressés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement **sous neuf et quinze mois** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, intégrant les devis détaillés et chiffrés élaborés et retenus pour les opérations susmentionnées, la justification de l'engagement de l'exploitant dans ces démarches de régularisation au travers des bons de commande passée, signés par l'exploitant et les prestataire(s) retenu(s) le cas échéant, du planning prévisionnel, ainsi que les bordereaux de suivi des déchets éliminés ;

#### **Au plus tard le 31 décembre 2021 :**

- en procédant à l'entretien complet : la vidange, le curage, le nettoyage, le contrôle du bon état et de l'étanchéité par des contrôles appropriés du bassin n° 7 ;
- en éliminant, selon les dispositions du titre 5 de l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007, les déchets contenus au sein du bassin n° 7 ;

Des rapports d'étapes sont adressés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement **sous vingt et un et vingt-sept mois** à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, intégrant les devis détaillés et chiffrés élaborés et retenus pour les opérations susmentionnées, la justification de l'engagement de l'exploitant dans ces démarches de régularisation au travers des bons de commande passée, signés par l'exploitant et les prestataire(s) retenu(s) le cas échéant, du planning prévisionnel, ainsi que les bordereaux de suivi des déchets éliminés.

## ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## ARTICLE 3 - MESURES DE PUBLICITÉ :

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gueugnon et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Gueugnon pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Gueugnon.
- une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pour une durée de deux mois.

## ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## ARTICLE 5 - EXÉCUTION – COPIE :

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, la sous-préfète de Charolles, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de la commune de Gueugnon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à Mâcon.

Fait à Mâcon, 17 JUL 2019

p/ Le préfet

*Le Sous-Préfet  
de Chalon-sur-Saône*

Jean-Jacques BOYER